

Vaccinations : quand les maladies évitables repartent à la hausse !

- ◆ Chronique
- ◆ Revue de presse
- ◆ Dates à retenir

Vaccinations : quand les maladies évitables repartent à la hausse !

Par Abderrahim Derraji, Docteur en pharmacie

Alors que le monde célèbre la Semaine mondiale de la vaccination (24-30 avril), l'OMS, l'UNICEF et Gavi lancent un cri d'alarme : des décennies de progrès dans la lutte contre les maladies évitables par la vaccination sont aujourd'hui menacées. Face à la désinformation, à la croissance démographique, aux crises humanitaires et surtout aux coupes budgétaires, les systèmes de santé peinent à maintenir la dynamique vaccinale qui a pourtant permis de sauver plus de 150 millions de vies au cours des 50 dernières années.



La situation est préoccupante. La rougeole, maladie emblématique de la vaccination infantile, connaît une résurgence spectaculaire. En 2023, le nombre de cas a atteint 10,3 millions, soit une hausse de 20 % par rapport à l'année précédente. Cette flambée est directement corrélée à la baisse de la couverture vaccinale observée depuis la pandémie de COVID-19. Dans les 12 derniers mois, 138 pays ont rapporté des cas de rougeole, et 61 d'entre eux ont été confrontés à des épidémies majeures - un record depuis 2019. La rougeole n'est pas un cas isolé. La méningite fait des ravages en Afrique, avec plus de 5 500 cas suspects et près de 300 décès rapportés rien que dans les trois premiers mois de 2025. La fièvre jaune, quant à elle, refait surface en Afrique et dans les Amériques après une décennie de recul grâce à l'usage stratégique de vaccins stockés au niveau mondial. Des maladies comme la diphtérie, longtemps reléguées à l'histoire, menacent elles aussi de revenir.

Le constat est clair : les systèmes de vaccination sont sous pression. Un état des lieux réalisé par l'OMS dans 108 pays, révèle

que près de la moitié de ces derniers subissent des perturbations modérées à sévères dans leurs programmes de vaccination, principalement en raison de la baisse du financement des donateurs. Même la surveillance des maladies, pourtant cruciale pour anticiper les flambées, est compromise.

Dans ce contexte, les enfants sont les premières victimes. En 2023, 14,5 millions d'entre eux n'ont reçu aucun vaccin de routine, contre 12,9 millions en 2019. Plus de la moitié de ces enfants vivent dans des zones de conflit ou d'instabilité, où les services de santé sont fragmentés, voire inexistantes. «Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre du terrain dans la lutte contre les maladies évitables», alerte Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF.

Face à ces défis, des efforts notables émergent malgré tout. L'initiative «Big Catch-Up», lancée en 2023, vise à rattraper les enfants ayant manqué leurs vaccins pendant la pandémie. Par ailleurs, de nombreux succès illustrent l'impact durable de la vaccination : élimination de la méningite A dans la ceinture africaine, montée en puissance du vaccin contre le HPV - passé de 21 % à 40 % de couverture en Afrique entre 2020 et 2023 -, élargissement de la vaccination contre le pneumocoque en Asie du Sud-Est, et introduction des vaccins antipaludiques dans près de 20 pays africains.

Mais pour que ces avancées se poursuivent, un engagement financier fort est indispensable. L'OMS, l'UNICEF et Gavi appellent les gouvernements, les bailleurs et le grand public à défendre le droit à la vaccination. En tant que pilier des soins de santé primaires, la vaccination est non seulement un rempart contre les épidémies, mais elle connecte aussi les familles à d'autres services essentiels, comme la nutrition, les soins prénatals ou le dépistage du paludisme.

Le sommet de Gavi, prévu le 25 juin prochain, ambitionne de lever 9 milliards de dollars pour financer une stratégie qui pourrait sauver 8 millions de vies entre 2026 et 2030. Comme le rappelle la Dre Sania Nishtar, directrice de Gavi : «Investir dans les vaccins, c'est investir dans la sécurité sanitaire mondiale.» Un choix économique aussi : chaque dollar investi dans la vaccination rapporte 54 dollars à long terme.

Plus que jamais, la vaccination apparaît comme une réponse essentielle aux menaces sanitaires actuelles. Elle mérite, à ce titre, une mobilisation urgente, durable et universelle.

Source : OMS

MEDICAMENT.MA - APPLI

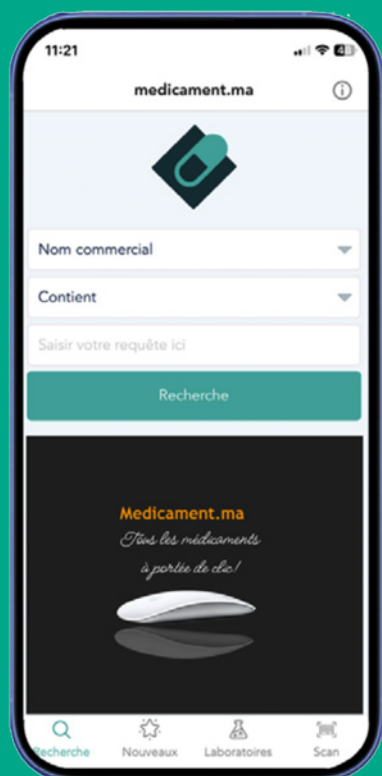
Nouvelle version

Nous avons le plaisir de vous annoncer la sortie de la toute dernière version de l'application Médicament.ma, désormais disponible sur l'App Store et Google Play !

En plus des fonctionnalités clés déjà présentes sur la version desktop, cette nouvelle application intègre une option innovante :

l'affichage instantané des informations d'un produit grâce au scan de son code-barres.

Téléchargez médicament.ma dès maintenant en cliquant sur les liens ci-dessous ou en scannant le QR code.



App Store



Lien

Google Play



Lien



Pesticides : mise en garde majeur de l'Anses

L'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail - France) vient de publier une mise en garde majeure concernant les effets des pesticides sur la santé. Ce signal d'alerte, diffusé à travers deux notes de veille rendues publiques le 24 avril 2025, souligne la gravité des conséquences sanitaires potentielles de l'exposition aux pesticides, en particulier chez les enfants, mais aussi chez les professionnels manipulant ces substances.

L'Agence émet quatre alertes sanitaires qualifiées de sérieuses, signalant des situations où la menace pour la santé humaine est avérée et nécessite des réponses adaptées. L'alerte principale porte sur l'exposition prénatale aux pyréthrinoides, des insecticides largement utilisés dans l'agriculture et les répulsifs anti-moustiques. Cette exposition serait liée à des troubles du comportement chez les enfants, comme l'anxiété ou la dépression. L'Anses considère ce lien comme suffisamment solide pour appeler à une vigilance renforcée.

Une autre alerte concerne les insecticides organophosphorés, associés à une altération des fonctions motrices, cognitives et sensorielles chez les enfants exposés avant la naissance. Bien que leur usage ait fortement reculé en Europe, les organophosphorés continuent de représenter un risque pour les enfants, notamment dans certaines zones ou pour des usages spécifiques.

Les professionnels du secteur agricole sont aussi concernés. L'exposition chronique à ces substances, notamment aux organophosphorés, est associée à des troubles cognitifs et à l'apparition de lymphomes non hodgkiniens, une forme de cancer du système lymphatique. Ces constats viennent s'ajouter à des décennies de débats scientifiques autour des risques professionnels liés à l'utilisation de pesticides.

Outre ces alertes, l'Anses identifie plusieurs «signaux validés», des associations moins certaines mais jugées préoccupantes. Il s'agit notamment de cas de lymphomes non hodgkiniens chez les travailleurs exposés au glyphosate, au 2,4-D ou aux triazines. D'autres études pointent un lien entre la deltaméthrine et certaines formes de leucémies, ou encore entre l'exposition prénatale aux organophosphorés et des troubles du spectre autistique. On retrouve également une préoccupation croissante

autour de la qualité du sperme dans la population générale, en lien avec les pyréthriinoïdes.

Ces signaux doivent être considérés comme des avertissements nécessitant une gestion rigoureuse pour éviter à terme des crises sanitaires. Une attention particulière est accordée aux pyréthriinoïdes, particulièrement problématiques pour le développement neurologique des enfants. Des données récentes montrent une imprégnation importante de la population française à ces produits, avec des concentrations souvent plus élevées chez les enfants que chez les adultes.

Ce constat alarmant s'explique notamment par l'usage répandu de ces insecticides dans les produits domestiques. Bien qu'ils soient censés être peu toxiques à faible dose, leur impact sur le cerveau en développement suscite de sérieuses inquiétudes. Ces substances sont présentes dans l'environnement immédiat des enfants : maison, jardin, école, voire alimentation. La question de l'exposition chronique à faibles doses revient ainsi au cœur du débat.

L'Anses appelle à des réponses rapides. Il ne s'agit plus seulement d'observer ou de collecter des données, mais de mettre en place des politiques concrètes de prévention, d'interdiction ciblée et de substitution. Les recommandations incluent un renforcement de la surveillance, une meilleure information des usagers et un soutien accru aux professionnels pour la transition vers des alternatives moins nocives.

La publication de ces alertes, inédite par leur ampleur et leur ton, souligne un tournant dans l'approche sanitaire des produits phytosanitaires. Face à l'ampleur des signaux, le statu quo n'est plus envisageable. Les décideurs publics sont désormais interpellés sur leur responsabilité à agir rapidement pour protéger la santé des populations, et notamment celle des plus jeunes, face à un risque que la science ne peut plus ignorer.

Source : [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr)

Orforglipron, la pillule d'Eli Lilly qui inquiète Novo Nordisk

Eli Lilly menace la domination de Novo Nordisk dans le traitement du diabète et de l'obésité grâce à un nouveau médicament oral, l'orforglipron. Contrairement aux traitements injectables actuels comme Ozempic ou Wegovy, orforglipron est administré par voie orale, une innovation qui pourrait bouleverser le marché.

Les résultats d'une étude de phase 3 ont montré une réduction significative de la glycémie (de 1,3 à 1,6 %) chez les patients diabétiques traités par orforglipron, avec 65 % atteignant un contrôle glycémique normal. En matière de perte de poids, les patients à dose maximale ont perdu jusqu'à 8 % de leur masse corporelle, un niveau de performance proche de celui des

traitements injectables existants.

La tolérance du médicament semble bonne, avec des effets secondaires limités à des nausées et troubles gastro-intestinaux, similaires à ceux des autres médicaments de cette classe. Aucun problème hépatique n'a été observé, contrairement au traitement développé par Pfizer.

Eli Lilly espère une autorisation de la FDA d'ici fin 2025 pour une indication dans l'obésité, puis dans le diabète d'ici 2026. Des études cliniques de plus grande ampleur sont en cours, avec plus de 10 000 patients dans le monde, pour confirmer l'efficacité et la sécurité du produit.

L'annonce de ces résultats a fortement impacté le marché : l'action d'Eli Lilly a bondi de plus de 14 %, tandis que celle de Novo Nordisk a chuté de 7 % à la Bourse de Copenhague. Le leader danois subit également d'autres pressions, notamment la déception des résultats de son candidat CagriSema et la fin prochaine du brevet du sémaglutide (2026), qui ouvre la voie aux génériques.

La concurrence croissante, la pression sur les prix aux États-Unis et les performances mitigées de certains produits fragilisent Novo Nordisk. La valorisation de l'entreprise a chuté de 65 % depuis ses sommets de 2024.

Eli Lilly pourrait ainsi prendre l'avantage grâce à une solution plus pratique (sans injection), accessible, et potentiellement aussi efficace que les leaders actuels. Ce changement de paradigme marque le début d'une nouvelle ère dans le traitement du diabète et de l'obésité.

La guerre des médicaments de l'obésité s'intensifie dans un marché estimé à plus de 100 milliards de dollars dans les prochaines années. Pour rester compétitive, Novo Nordisk devra innover rapidement. Le duel entre les deux géants du médicament s'annonce décisif.

Source : firstonline.info

Publicité et lobbying: la guerre des OTC est lancée

Une polémique éclate autour d'une publicité choc d'E.Leclerc mettant en avant le Vitascorbol C1000, un complément alimentaire à base de vitamine C produit par le Laboratoire Cooper. La publicité affiche un prix bas (2,20 €) et une accroche provocatrice: «Dommage qu'on n'ait pas le droit de faire pareil avec le paracétamol», attaquant ainsi le monopole des pharmaciens sur certains médicaments.

Cooper, qui n'a pas donné son accord, dénonce une instrumentalisation politique et envoie une mise en demeure à E.Leclerc. Le laboratoire accuse l'enseigne de détourner l'image de Vitascorbol pour servir un combat idéologique sur l'ouverture de la vente de médicaments OTC (sans ordonnance) en grande

distribution.

Cette affaire n'est pas isolée : en 2023, E.Leclerc avait déjà mené une campagne controversée visant les pharmaciens, les accusant d'entraver l'accès aux soins. Cette nouvelle publicité ravive le débat sur le rôle des pharmaciens dans la chaîne du médicament et sur le modèle de santé français.

Vitascorbol, bien qu'étant un complément alimentaire, reste fortement associé au conseil officinal et à la distribution en pharmacie (plus de 95 % des ventes). Son utilisation symbolique dans la campagne d'E.Leclerc remet en cause cette spécificité du lien entre produit de santé et accompagnement professionnel.

Le débat prend une tournure politique : E.Leclerc ne se contente pas de faire de la publicité, il mène une bataille pour l'accès généralisé aux médicaments en grande surface, au nom du pouvoir d'achat. Mais cette démarche suscite des inquiétudes quant à la sécurité des patients.-

Des syndicats comme l'UDGPO (Union des groupement des pharmaciens d'officine) alertent depuis longtemps sur les dangers d'une libéralisation incontrôlée de la vente de médicaments, notamment le paracétamol, en raison des risques d'auto-médication, de surdosage, ou de mésusage. Le conseil pharmaceutique est perçu comme une barrière essentielle à ces dérives.

L'Ordre national des pharmaciens, pourtant garant de la déontologie de la profession, reste silencieux face à ces attaques répétées. Ce mutisme fragilise la profession, qui semble sans défense face aux offensives médiatiques et économiques de la grande distribution.

Le cas Vitascorbol illustre un vide juridique préoccupant : rien n'interdit aujourd'hui explicitement l'utilisation de l'image d'un produit de santé dans une publicité engagée sans l'accord du fabricant. Cette zone grise pourrait permettre d'autres détournements à l'avenir.

La situation pose la question urgente d'une régulation législative pour protéger les marques pharmaceutiques de toute récupération idéologique. Elle interroge aussi sur les limites du marketing dans un secteur aussi sensible que la santé.

Au fond, ce que vise E.Leclerc, ce n'est pas seulement un laboratoire, mais un système tout entier : celui d'un médicament distribué sous contrôle, avec conseil, et non réduit à une simple marchandise en rayon.

Cooper tente de résister juridiquement, mais sans soutien fort des institutions, cette riposte pourrait rester symbolique. Le bras de fer entre grande distribution et profession pharmaceutique ne fait que commencer.

Source : www.pharma365.fr

DATES À RETENIR



9 et 10 mai 2025

4^{ème} Journée nationale et 1^{ère} journée Africaine de l'Association marocaine de recherche et de formation en pharmacie oncologique (AMRFPO)
Marrakech



9 et 10 mai 2025

11^{ème} Édition du Salon International de la Parapharmacie, du Paramédical et du Bient être.



17 mai 2025

25^{ème} Journée Pharmaceutique Internationale de Casablanca «La Pharmacie au Maroc vers un modèle innovant et durable»
Hyatt Regency - Casablanca



29 et 31 mai 2025

11^{ème} Congrès National et 4^{ème} Congrès Africain de Pharmacoéconomie et de pharmaco-épidémiologie



31 aout au 3 septembre 2025





**24^e ÉDITION FORUM
PHARMACEUTIQUE
INTERNATIONAL
FPI.TUNIS.2025**



REJOIGNEZ-NOUS ET FAÇONNEZ L'AVENIR DE LA PHARMACIE

LE RENDEZ-VOUS INCONTOURNABLE DES PHARMACIENS EN AFRIQUE

30 AVRIL & 1/2 MAI 2025
AU PALAIS DES CONGRÈS DE TUNIS

**L'APPORT DE L'INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE DANS LE SECTEUR
PHARMACEUTIQUE.**

JOIN US

 www.fpitunis2025.com

 info@fpitunis2025.com

 +216 53 391 391



Le Forum Pharmaceutique
International Tunis 2025



Forum Pharmaceutique
International, FPI Tunis 2025



[fpi.tunis.2025](https://www.instagram.com/fpi.tunis.2025)



Visitez notre site
pour en savoir plus !